L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 6 AOUT 1870. 43me Année—Vol. XLIII.

DUFOUR & LIBERT,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
SAMEDI MATIN, 6 AOUT.

VENTES A L'ENCAN PAR DE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par G. de Pontet, à midi, à la Bourse d'coupe, rue St-Charles—Vente positive et sans réserve pour opérer un partage, du très beau terrain américain, rue de Chartres, entre Conti et Hôpital, et rue Miltiade, entre Hospital et Colapissa. A cent, magnifique maison dans la rue des Ramparts, entre District et Hospital.

Par C. E. Gayarré & Co., à midi, à la Bourse des Négociants et des Banquiers, rue Royale, entre Canal et Bienville—Trois jolies maisons neuves, rue des Carondelet, Troisième District.

Par S. Guidroz, à midi, à la Bourse d'encan, rue Charles, dans le rezande de l'Hôtel St-Charles—Propriété d'occupation au faubourg Frankli.

Par E. Roger & Co, à heure exacte d'encan, rue Vieille-Levée, Nos. 48 et 50—Vente sans réserve de 50 caisses de bottes, souliers et brodequins.

Par J. Déjoie, aux écuries de F. Liner, rue Dauphine—Chevaux de selle et de harnais, mulets, buggies, etc.

Par O. Vaudier, au No. 76, rue Nouvelle-Levée—Orateur, lits de charbon, épaules, chaudières, etc.

Par le même, au No 14 rue Natchez, vente par huissier de jambons, épaules, bœuf, porc, graisse, beurre, fonte, vin etc.

Par B. J. Montgomery, à un quart d'encan—Vente régulière de marbres.

Par Vincent & Co., aux Nos 61 et 64 de la rue de la Bourse—Chapeaux, marchandises séchées, liqueurs, etc.

Coton! Coton! !—Voir l'annonce de D. E. Mahony concernant.

Victoire démocratique dans le Tennessee.

Le télégraphe nous annonce que les élections se sont passées tranquillement dans le Tennessee et que la liste des candidats démocrates a obtenu une écrasante majorité. Cet Etat a été un des plus maltraités depuis la guerre. Soumis à la plus cruelle d'un fou sanguinaire, le révérend Brownlow, aujourd'hui sénateur, il était dans une situation presque désespérée. Le législature, élue sous l'empire de la violence, avait privé du droit de vote la plupart des conservateurs. Les autres noires de Brownlow exploitaient impitoyablement les artères de cette malheureuse région, répandant partout la terreur, régnait dans tout l'Etat. Heureusement, pour la population que le gouvernement qui la gouvernait en l'asphyxiant, de se faire nommer sénateur, et il a pour successeur comme gouverneur un homme plus modéré.

Une réaction, provoquée par les excès de tout genre de Brownlow, s'est opérée dans le sein même de la législature radicale. Les fous d'outrecuidance ont été rappelés à la raison, les hommes de sens et de conservatisme, au nombre de sept, se sont ralliés et réorganisés. Ils viennent de remporter une victoire complète, d'achever leur délivrance du joug radical.

C'est là un exemple sur lequel les conservateurs de la Louisiane feront bien de méditer. Il prouve qu'avec Parme toute sainte la scrutin un peuple ne doit jamais désespérer de son affranchissement. Si nous laissons la chambre libre à nos adversaires, il est clair qu'ils en profiteront pour dominer et nous exploiter. Ralliez-nous appel au bon sens des masses, et nous ne tarderons pas à triompher de ceux qui n'ont d'autres armes que la corruption et la corruption.

Les victoires démocratiques se succèdent avec quelque temps au Sud comme au Nord. Dans le Kentucky et le Tennessee, comme dans l'Etat de New-York, il doit des conservateurs de la Louisiane de porter un nom de plus à la liste, et de prononcer en novembre l'oeuvre de notre émancipation. Nous voudrions voir les hommes compter par le talent, par la fortune, par l'expérience, se mettre en avant et opérer au moins sur leurs conseils au moment de la campagne électorale. Mais si l'on ne peut les tirer de leur abstention, qu'on se plus jeunes prennent la tête du mouvement. Ils y apporteront plus d'ardeur et un esprit nouveau qui régénérera la démocratie.

Nous nous adressons encore de l'énergie, c'est le temps nécessaire pour former une organisation. Sachons le faire à propos afin de pouvoir dire que l'Etat est redevenu, comme le Tennessee, un Etat libre.

La Banque de France.

Nous publions sous le titre " autres nouvelles par le câble " une dépêche de Paris annonçant la Banque de France et qui semble pour faire justice de tous les bruits de circulation à Londres au sujet de cette institution. Le *Journal officiel* affirme qu'il n'a jamais été question de créer un monnaie et que la Banque refuse le papier proposition si elle était faite.

Pourquoi publie-t-on une dépêche spéciale de Londres datée de New York le 4 août et portant ce qui suit : " On rapporte que la Banque de France a suspendu les paiements en espèces. "

De pareilles assertions sont tout simplement perfides et destinées à nuire au crédit de la Banque. Une suspension de paiements en espèces ne peut être un fait accompli hypothétique. Le jour où il y aurait suspension, le fait serait annoncé nettement.

La Banque de France n'a suspendu ses paiements en espèces ni pendant la guerre de Crimée ni pendant la guerre d'Italie, elle ne les suspendra vraisemblablement pas à cause de la guerre avec la Prusse. Elle avait au début de la crise d'un chiffre de 300 millions de francs dans ses caves, et cet énorme encaisse n'a diminué que de 47 millions, ce qui est bien peu en égard aux circonstances. Quant à ceux qui cherche à faire baisser le coton en ces jours, ne réussira pas à faire tomber la Banque de France.

LE CANDIDATURE SUR L'HORIZON.—Une communication insérée dans le *Propagateur* nous avait le maire Flanders comme candidat pour une réélection au prochain. Que M. Flanders se présente comme candidat radical, c'est tout naturel, car il est certainement un des ennemis les plus implacables de la Louisiane quand il a été agent du trésor pendant la guerre; mais qu'il propose sa candidature aux électeurs, c'est prendre un peu trop au sérieux et le pardon des injures. Nous n'en parlerons pas à nos lecteurs sur ce sujet.

LA MISSION FRANÇAISE A WASHINGTON. M. de Norrmout, troisième secrétaire de la légation française, est arrivé à Washington le 31 juillet. Il était parti de Paris le jour de la déclaration de guerre, mais on ne sait s'il a apporté des instructions au ministre. M. de Bellonet, premier secrétaire, est actuellement chargé d'affaires à Washington, et on ne sait quand il viendra prendre son nouveau poste.

LÉGATION FRANÇAISE.

La légation française à Washington a reçu la note suivante :

" Washington, 27 juillet.

Comme il est impossible de répondre à toutes les personnes qui ont exprimé le désir de savoir si le gouvernement de la France, la légation française à Washington a bonne de les informer par la voie des journaux, que, tout en lui remerciant de leur sympathie, elle ne peut pas accepter leurs offres. Ceux qui avis ne cesseront pas les Français d'ont pas rempli les obligations imposées par les lois sur le service militaire.

SERVICE DE LA PRESSE. — M. Simonton, agent général de la presse associée, ayant retour d'Europe, a conclu des traités nouveaux avec les agences Havas, Bullier & Cie, de Londres, et Continental de Berlin, par lesquels ainsi que la presse associée d'Amérique, aura nouvelles des trois agences mentionnées.

LE MASSACRE DE PÉKIN.

Un monde de Paris, par le câble :

Paris, 29 *juillet*.—Le *Journal officiel* publie une lettre, datée de l'ambassade de Chine, du moment à Paris, 27 juillet, exprimant le sentiment de profonde douleur avec laquelle son empereur est appris le massacre des Français. L'ambassade s'empresse d'exprimer que qu'un émotion de l'horreur d'un tel crime, et de faire tous ses efforts pour découvrir les coupables et les punir sévèrement. Les envoyés de Chine n'hésitent pas à offrir une indemnité pour les familles des victimes. Ils ont quelque raison d'espérer que les représentations énergiques faites récemment entre le duc de Grammont et l'ambassadeur de Chine à Paris, ainsi que la présence de la flotte française à Tien-Tsin, aura exercé à la baie avec les principaux cours de l'Extrême, les bases d'une entente permanente entre les principales de la civilisation, dépêches et malheureusement interrompues au moment où elles allaient être couronnées de succès. Cette espérance paraît bien fondée.

Les circonstances présentes, en effet, ne semblent pas favorables à une guerre de la part de l'Espagne. Elle avait au début de la crise d'un chiffre de 300 millions de francs dans ses caves, et cet énorme encaisse n'a diminué que de 47 millions, ce qui est bien peu en égard aux circonstances. Quant à ceux qui cherche à faire baisser le coton en ces jours, ne réussira pas à faire tomber la Banque de France.

Victoire démocratique dans le Tennessee.

Le télégraphe nous annonce que les élections se sont passées tranquillement dans le Tennessee et que la liste des candidats démocrates a obtenu une écrasante majorité. Cet Etat a été un des plus maltraités depuis la guerre. Soumis à la plus cruelle d'un fou sanguinaire, le révérend Brownlow, aujourd'hui sénateur, il était dans une situation presque désespérée. Le législature, élue sous l'empire de la violence, avait privé du droit de vote la plupart des conservateurs. Les autres noires de Brownlow exploitaient impitoyablement les artères de cette malheureuse région, répandant partout la terreur, régnait dans tout l'Etat. Heureusement, pour la population que le gouvernement qui la gouvernait en l'asphyxiant, de se faire nommer sénateur, et il a pour successeur comme gouverneur un homme plus modéré.

Une réaction, provoquée par les excès de tout genre de Brownlow, s'est opérée dans le sein même de la législature radicale. Les fous d'outrecuidance ont été rappelés à la raison, les hommes de sens et de conservatisme, au nombre de sept, se sont ralliés et réorganisés. Ils viennent de remporter une victoire complète, d'achever leur délivrance du joug radical.

C'est là un exemple sur lequel les conservateurs de la Louisiane feront bien de méditer. Il prouve qu'avec Parme toute sainte la scrutin un peuple ne doit jamais désespérer de son affranchissement.

Si nous laissons la chambre libre à nos adversaires, il est clair qu'ils en profiteront pour dominer et nous exploiter. Rallions-nous, faisons appel au bon sens des masses, et nous ne tarderons pas à triompher de ceux qui n'ont d'autres armes que la corruption et la corruption.

Les victoires démocratiques se succèdent avec quelque temps au Sud comme au Nord. Dans le Kentucky et le Tennessee, comme dans l'Etat de New-York, il doit des conservateurs de la Louisiane de porter un nom de plus à la liste, et de prononcer en novembre l'oeuvre de notre émancipation. Nous voudrions voir les hommes compter par le talent, par la fortune, par l'expérience, se mettre en avant et opérer au moins sur leurs conseils au moment de la campagne électorale. Mais si l'on ne peut les tirer de leur abstention, qu'on se plus jeunes prennent la tête du mouvement. Ils y apporteront plus d'ardeur et un esprit nouveau qui régénérera la démocratie.

Nous nous adressons encore de l'énergie, c'est le temps nécessaire pour former une organisation. Sachons le faire à propos afin de pouvoir dire que l'Etat est redevenu, comme le Tennessee, un Etat libre.

La Banque de France.

Nous publions sous le titre " autres nouvelles par le câble " une dépêche de Paris annonçant la Banque de France et qui semble pour faire justice de tous les bruits de circulation à Londres au sujet de cette institution. Le *Journal officiel* affirme qu'il n'a jamais été question de créer un monnaie et que la Banque refuse le papier proposition si elle était faite.

Pourquoi publie-t-on une dépêche spéciale de Londres datée de New York le 4 août et portant ce qui suit : " On rapporte que la Banque de France a suspendu les paiements en espèces. "

De pareilles assertions sont tout simplement perfides et destinées à nuire au crédit de la Banque. Une suspension de paiements en espèces ne peut être un fait accompli hypothétique. Le jour où il y aurait suspension, le fait serait annoncé nettement.

La Banque de France n'a suspendu ses paiements en espèces ni pendant la guerre de Crimée ni pendant la guerre d'Italie, elle ne les suspendra vraisemblablement pas à cause de la guerre avec la Prusse. Elle avait au début de la crise d'un chiffre de 300 millions de francs dans ses caves, et cet énorme encaisse n'a diminué que de 47 millions, ce qui est bien peu en égard aux circonstances. Quant à ceux qui cherche à faire baisser le coton en ces jours, ne réussira pas à faire tomber la Banque de France.

Autres Nouvelles.

PAR LE CABLE.

Paris, 30 juillet.—Le *Journal Officiel* dit : On a essayé de créer Parlement un parti qui plan d'émission de papier-monnaie. Le projet a été soumis à la Banque de France, qui se montre très favorable à ce projet. Il n'y a rien de vrai dans ce bruit. Le gouvernement a une grande réserve métallique, et prouve dans la confiance des classes commerciales et industrielles, reposeront une telle proposition, et elle les était faite. Le Trésor est parfaitement en mesure de satisfaire à toutes les demandes.

Le *Journal Officiel* publie le rapport suivant des ministres de la guerre et de l'intérieur à l'empereur :

" Le gouvernement a autorisé l'organisation de gardes nationales locales dans les villes de la frontière du nord et de l'est; mais le gouvernement croit nécessaire de recourir à l'idée de l'organisation d'une garde nationale générale. Cependant, le gouvernement pense que les compagnies de tirailleurs français volontaires, établies sur un pied plus étendu qu'à présent, constituerait une réserve précieuse pour la protection du territoire national. Les deux ministres proposent que les engagements dans ces compagnies de tirailleurs soient limités à la durée de la guerre actuelle et que les volontaires appelés dans ces corps soient promptement chargés de la défense locale.

L'Empereur a approuvé l'organisation de ces corps, destinés à remplacer la garde nationale.

Le gouvernement a résolu de former deux nouveaux bataillons de la garde nationale de la Seine. Toute la garde reçoit de nouveaux fusils.

Le général Durrieu, gouverneur-général de l'Algérie, a publié une proclamation au peuple recommandant le maintien de l'ordre et de la sécurité publique, mettant la milice en demeure de s'organiser et de s'exercer, invitant toutes les classes à vivre en parfait accord, et exprimant sa confiance dans le patriotisme des Algériens.

Le prince Napoléon est dans l'état-major de l'empereur. On lui a refusé un commandement indépendant. Le maréchal Le Bœuf a positivement refusé de lui confier une division.

Les généraux d'Autemarre, commandant Paris pendant l'absence de l'Empereur, a pleins pouvoirs pour déclarer la loi martiale, en cas de nécessité.

Les sénateurs ont un fonds de guerre français atteignent un chiffre énorme.

Les prix des denrées et autres articles sont à peu près les mêmes à Paris qu'à la veille de la guerre austro-prussienne.

M. Klavsyko, directeur du département des affaires étrangères à Vienne, ennemi déclaré de la guerre, a quitté Paris.

Londres, 30 juillet. — Un correspondant spécial écrit de Berlin qu'une force navale volontaire s'organise pour protéger les côtes. Les navires de guerre prussiens sont envoyés dans la marine fédérale, et des primes sont offertes pour la destruction des bâtiments ennemis.

Le trois-mats *Meridian*, capitaine Lenz, parti le 21 juin de Philadelphie pour Brême, est arrivé à Bremerhaven. Il rapporte que le 27 juin, entre les Açores, le duc de Brunswick et par le roi en personne, s'empara de Longwy et de Verdun, sur le territoire français, mais l'humanité a rencontré de nombreux obstacles à la marche de nos armées triomphantes, et le 27, Napoléon fit son entrée à Berlin.

Consterné de ces revers inattendus qui dissipaient le prestige attaché à l'empire Frédéric II au nom prussien, Frédéric-Guillaume se réfugia à l'extrême frontière de son royaume, rallia son armée, et, de concert avec l'empereur de Russie, tenta de défendre contre l'invasion ses provinces orientales; mais, aux batailles d'Eylau et de Friedland, les armées combinées de Prusse et de Russie éprouvèrent des échecs décisifs, d'où résulta la ruine de la monarchie prussienne.

Le roi Frédéric-Guillaume se vit contraint d'abandonner les provinces qui, depuis plusieurs années, faisaient partie du domaine de sa famille. Il perdit aussi la plus riche moitié de son royaume, et ce qui fut pour lui une douleur plus amère, ce fut d'avoir à supporter l'accroissement, même dans la portion de ses Etats que le vainqueur avait daigné lui laisser.

Berlin ne fut révoqué qu'au mois de décembre 1808, et le roi ne revit sa capitale qu'à la fin de 1809.

Les Prussiens, alliés aux Russes, furent encore battus en Saxe, à Lutzen, Bautzen, et en quelques autres endroits,—un peu plus tard, il est vrai, vint pour eux, à Leipsick, une sorte de revanche, alors que dans cette fatale journée, que les Allemands ont nommée *la bataille des nations*, les Français, accablés par le nombre, furent obligés de se replier après une résistance acharnée et par l'effet de la défection des corps saxons.

On sait le reste, et il serait superflu de poursuivre plus avant ce résumé succinct de nos différends avec la Prusse. Aucun peuple n'est invincible, et tout ennemi est respectable qui sait ne pas abuser de la victoire et se relever de ses défaites.

J'ai seulement voulu rappeler à ceux des enfants de la France qui peuvent en ce moment tourner les regards ou porter leurs pas vers les pays prussiens qu'ils ont le droit de fonder leur confiance un sol que nos pères ont parcouru glorieusement, et regarder en face les vaillants hommes qui tentèrent de leur en disputer l'accès devenu légitime.

(Petit Journal.)

MARIAGE DE BRIGNOLI. — Le ténor Brignoli a épousé dernièrement miss Macculloch, la prima-donna américaine.

☞ Il n'est pas nécessaire que les hommes pour vous faisant l'éloge de la machine à coudre à pointe tordue de WILCOX & GIBBS, une invention qui est goûtée par les orateurs, les théologiens, les philosophes, les médecins et tout le monde. Il est quelque raison d'espérer que les différentes sociétés existant entre le duc de Grammont et M. Gramont, ainsi que la mission de lord Lyons à Paris, seront maintenues. Le prince de Metternich a reçu à la haute main avec les principaux cours de l'Europe, les bases d'une entente permanente entre les principales de la civilisation, dépêches et malheureusement interrompues au moment où elles allaient être couronnées de succès. Cette espérance paraît bien fondée.

Les circonstances présentes, en effet, ne semblent pas favorables à une guerre de la part de l'Espagne. Elle avait au début de la crise d'un chiffre de 300 millions de francs dans ses caves, et cet énorme encaisse n'a diminué que de 47 millions, ce qui est bien peu en égard aux circonstances. Quant à ceux qui cherche à faire baisser le coton en ces jours, ne réussira pas à faire tomber la Banque de France.

Le meeting de ce soir.

Nous rappelons à tous les négociants et propriétaires qui sont intéressés à ce qu'un lit déplacé loin le centre des affaires fût rétabli et où il se trouve actuellement jusqu'à l'entrepôt de Morgan, et F. R. Shattuck actuellement à Mme Anderson et était assuré pour $900. Une assurance de $1,800 couvrait le contenu. Les propriétés qui servent ont aussi été détruites; Fabriques de clous à deux étages, pour le Kansas, sur les Champs Elysées, appartenant à M. Murphy et occupée par M. Ennis, entièrement assurée. Perte totale $80,000. La cause du feu est inconnue.

PAR LE TELEGRAPHE.

Dépêches transmises à l'Abeille.

Affaire de Vissembourg.

Très mince avantage des Prussiens.

Haute influence des mitrailleuses.

Vieilles armes de la cavalerie prussienne.

Prise d'un navire allemand amené à Brest.

Plusieurs engagements sur les frontières.

Forte position de McMahon.

Bruit d'un combat au confluent du Lauther et du Rhin.

Plan d'invasion des Prussiens.

Rome entièrement évacuée par les Français.

Négociations à Florence pour la neutralité Pu territoire pontifical.

Les Jésuites engagent le Pape à se rendre à Malte.

Victoire électorales des démocrates dans la Caroline du Nord.

Nouvelles Européennes.

Londres, 5 août.—Le *Times* dit que le plan du général de Moltke est changé et que la défensive il y passer à l'offensive.

Il y a menace d'une avance en France. Il est possible que le prince Frédéric-Charles pousse en avant et attaque Nancy.

Le combat à Sarrbrück samedi, a duré six heures, et il y eut des deux-côtés 800 hommes mis hors de combat.

A en juger par les rapports français la mitrailleuse a déjà décidé du sort de la guerre.

Le bruit qu'on a fait courir dernièrement en France au sujet d'un engagement naval à Cuxhaven, dans lequel un navire de guerre prussien aurait été coulé, est faux, il n'y a pas eu d'engagement sur mer jusqu'à présent.

Le *Times* prétend que le fusil à aiguille prenait tellement que les tireurs sont bientôt obligés de tirer de l'épaule.

Les Français disent aussi que la cavalerie prussienne est armée de vieux pistolets d'arçon, tandis que la cavalerie française est armée de carabines à longue portée et parfaitement de viser juste.

Le corps de Frossens est principalement composé de Polonais.

New York, 5.—La guerre des orangistes a été renvoyée à l'année prochaine.

Paris, 5 août.—A 1 heure hier, dans l'après-midi, trois régiments de la division de Donat et une brigade de cavalerie légère ont été attaqués à Vissembourg par une force considérable de Prussiens. Le combat a duré dans les bois les bords de la rivière Lauter. Nos troupes ont résisté pendant quatre heures, mais elles ont été forcées de se retirer ensuite sur la pisconnière, abandonnant qui défendue la ligne du chemin de fer de Bitche. Le général Donat a été tué. Une pièce d'artillerie dont les chevaux avaient été tués et l'affut rompu est tombée entre les mains des Prussiens.

Le maréchal Mac Mahon concentre sur ce point les forces qu'il a sous son commandement.

Frankfort, 5, midi—Un train qui vient d'arriver amène 300 prisonniers français de Vissembourg. Ils seront envoyés dans la Prusse du Nord. Le nombre total des prisonniers faits par les Prussiens dans le combat est de 600 y compris 18 officiers.

Londres, 5—La nouvelle de la prise de Sarrelouis par les Français, après un brillant combat, n'est pas confirmée. La nouvelle venait de Paris et est contredite par une dépêche plus récente qui porte qu'il n'y a pas encore eu de combat sur ce point.

Brest, 5—Le trois-mats goélette allemand du Nord, Laura, a été pris par un navire de guerre français et amené ici aujourd'hui.

Londres, 5.—On croit que l'Angleterre est déterminée à faire respecter la neutralité belge et un casus belli. Le roi des Belges appellera à son secours les puissances qui ont garanti la neutralité de la Belgique, et son territoire est, en vérité, et l'Angleterre répondra.

Tous les officiers faits par la cour de Rome engagent l'empereur Napoléon à agir contre le retrait des troupes françaises qui, écœuré, et aujourd'hui le dernier détachement a quitté Civita Vecchia.

Les négociations entamées à Florence, pour le maintien de la neutralité du territoire pontifical ont été couronnées de succès.

On rapporte que l'Angleterre envoya deux frégates sur le Tibre pour protéger le Pape.

Des avis de Rome disent que les Jésuites tachent de décider le Pape à aller s'établir à Malte.

Des collisions entre Allemands et Français, au service du Pape, arrivent fréquemment. On suit avec beaucoup d'anxiété les nouvelles de la frontière.

Paris, 5 au soir.—La *Liberté*, dans une édition extraordinaire, qui a paru ce soir, dit qu'elle a reçu la nouvelle que des engagements sérieux ont eu lieu depuis le matin, dans les environs de Sarrebruck.

Le *Journal de soir* a raison de croire que le plan d'attaque des Prussiens est de se concentrer à Metz et de tenter d'envahir Metz et Manheim et d'entrer immédiatement en France par la voie de Landau. Le *Temps*, journal, l'assaut dont a été victime l'arme de la canaille.

Les officiers ayant justifié de leur mission judiciaire et ayant dit qu'il fallait absolument qu'ils le visassent, le gouverneur se présenta lui-même et leur demanda ce qu'ils voulaient. Vous remettre ce warrant en vous invitant à le lire et à vous y conformer—Le gouverneur alors se montra si hautain qu'un des constables, M. Ryan, lui dit : " Nous en avons tout sourtoisement avec vous et nous sommes ici pour être traités comme des gentlemen "—Certainement, certainement, répondit Warmoth, et dès ce moment son maintien fut respectueux envers les deux officiers. Mais ajouta-t-il, supposez-vous que vous puissiez arrêter le gouverneur ?—Sans aucun doute et nous arrêterons le président des Etats-Unis si nous étions chargés de l'exécution d'un warrant contre lui.—Warmoth le défia de l'arrêter.—Nous le prendrons certainement si nos instructions l'ordonnaient, mais nous vous invitons seulement à nous accompagner auprès du juge.—Je ne puis être qu'insulté et non arrêté.

Ont, répondit M. Ryan, vous pouvez être arrêté quand il s'agit d'un acte en dehors de vos devoirs officiels.—Le gouverneur n'était jamais se présenter devant un petit juge de paix.—M. Moutaldo répliqua que s'il n'y consentait pas de bonne grâce, il serait amené par force.—Warmoth s'inclina et dit qu'il le ferait.

Ils arrivèrent chez le juge Sadler, qui s'indigna à propos de consulter l'avocat de district. Celui-ci a été d'avis de débuter par une invitation polie et d'engager le gouverneur à faire ce que la loi requiert. S'il s'y refuse : il faudra mettre la loi à exécution comme on le fait à l'égard de tous citoyens en pareilles circonstances. Cette invitation a été faite adressée hier soir au gouverneur Warmoth.

LES SAUTES PAYENT L'AMENDE.—Ernest Gardiste qui a fait un bon boulevard. La gouverneur Warmoth pour sasant et lattérie, le 10 de ce mois, à la Salle du Club des Républicains-radicaux, a été arrêté hier soir et mis sous le coup d'un mandat sur une accusation portée contre lui par Wm. Burrough, commis de la Douane. Vous ne savez pas peut-être la cause de l'arrestation de Gardette, mais on prétend que l'accusation n'est pas sérieuse.

ARRESTATION DE M. IMBAU. — Nous sommes invités à dire, au sujet de l'arrestation de M. Imbau, accusé d'avoir vendu de la mauvaise viande au marché Poydras, qu'il n'est pas boucher et qu'il ne l'a jamais été; qu'il fait partie de la maison Imbau, Aycock & Cie., qui sont marchands commissionnaires et marchands de bestiaux, et qu'il n'avait rien à faire avec le cochon tué et déposé au marché, si non qu'il est l'ami de la personne qui avait l'animal en sa possession.

LA PERTE D'UN CEL.—Lundi soir, Jonas Gavin, ami d'un Dutch de chasse, passait devant lui, dans la direction de la station de police du Bayou St-Jean, deux hommes de couleur nommés Martin Berge et Alfred Caple, qu'il accusa de lui avoir causé la perte d'un œil. Il allaient skif dans le bayou lorsqu'un coup de fusil, tiré par les accusés, lui brisa l'œil. Il était plomb de chasse. Les accusés répondent qu'ils ont tiré tous deux à la fois sur un oiseau et que si Gavin a été atteint c'est accidentellement. Le recorder Staëb a mis les deux prisonniers sous caution.

SENTENCES.—John Lewis, couleur, pour assaut et batterie, a été condamné à 8 mois de prison.

Sam Barryard, pour avoir porté un porte monnaie contenant $3 à Wm. McKenna, à un an de pénitencier.

Frank Howard, pour avoir volé les ornements à l'église St. Michel, à 6 mois de pénitencier.

James Julius, pour avoir volé 25 livres de coton à bord d'un steamer, à 3 mois de prison.

Amélie Milton, pour avoir volé des robes à Loih Montes, alias Laura Johnson, à 3 mois de prison.

NOYÉ. — Un garçon de couleur, âgé de 14 ans, nommé Israel Franklin, s'est noyé jeudi dans l'après-midi, en se baignant dans le fleuve, près de la scierie du Croissant, Sixième District.

TENTATIVE D'INCENDIE. — Jeudi soir, entre 11 heures et minuit, tentative a été faite d'incendier les Abattoirs du Croissant. Une douzaine d'allumettes chimiques avaient été versée sur la bâtisse. On y avait déjà mis le feu, mais les gens de garde s'en sont aperçus presque aussitôt et l'incendie a été étouffé. Dégâts insignifiant.

NOYÉ. — Un jeune garçon inconnu est tombé du steamer Sarah dans le fleuve, près du chantier de Morgan, à Algier, jeudi soir, vers 7 heures et s'est noyé.

CRIME. — Cent-cinquante chiens ont été tués dans le Quatrième District depuis la mise à exécution de l'ordonnance sur les chiens, par les officiers de la police du dite section.

Deux cent soixante-quinze chiens ont été envoyés aux dépens du dite District par les officiers de police du dite precinct.

Qui, répondit M. Ryan, vous pouvez être arrêté quand il s'agit d'un acte en dehors de vos devoirs officiels.—Le gouverneur n'était jamais se présenter devant un petit juge de paix.—M. Moutaldo répliqua que s'il n'y consentait pas de bonne grâce, il serait amené par force.—Warmoth s'inclina et dit qu'il le ferait.

Ils arrivèrent chez le juge Sadler, qui s'indigna à propos de consulter l'avocat de district. Celui-ci a été d'avis de débuter par une invitation polie et d'engager le gouverneur à faire ce que la loi requiert. S'il s'y refuse : il faudra mettre la loi à exécution comme on le fait à l'égard de tous citoyens en pareilles circonstances. Cette invitation a été faite adressée hier soir au gouverneur Warmoth.

LES SAUTES PAYENT L'AMENDE.—Ernest Gardiste qui a fait un bon boulevard. La gouverneur Warmoth pour sasant et lattérie, le 10 de ce mois, à la Salle du Club des Républicains-radicaux, a été arrêté hier soir et mis sous le coup d'un mandat sur une accusation portée contre lui par Wm. Burrough, commis de la Douane. Vous ne savez pas peut-être la cause de l'arrestation de Gardette, mais on prétend que l'accusation n'est pas sérieuse.

ARRESTATION DE M. IMBAU. — Nous sommes invités à dire, au sujet de l'arrestation de M. Imbau, accusé d'avoir vendu de la mauvaise viande au marché Poydras, qu'il n'est pas boucher et qu'il ne l'a jamais été; qu'il fait partie de la maison Imbau, Aycock & Cie., qui sont marchands commissionnaires et marchands de bestiaux, et qu'il n'avait rien à faire avec le cochon tué et déposé au marché, si non qu'il est l'ami de la personne qui avait l'animal en sa possession.

LA PERTE D'UN CEL.—Lundi soir, Jonas Gavin, ami d'un Dutch de chasse, passait devant lui, dans la direction de la station de police du Bayou St-Jean, deux hommes de couleur nommés Martin Berge et Alfred Caple, qu'il accusa de lui avoir causé la perte d'un œil. Il allaient skif dans le bayou lorsqu'un coup de fusil, tiré par les accusés, lui brisa l'œil. Il était plomb de chasse. Les accusés répondent qu'ils ont tiré tous deux à la fois sur un oiseau et que si Gavin a été atteint c'est accidentellement. Le recorder Staëb a mis les deux prisonniers sous caution.

SENTENCES.—John Lewis, couleur, pour assaut et batterie, a été condamné à 8 mois de prison.

Sam Barryard, pour avoir porté un porte monnaie contenant $3 à Wm. McKenna, à un an de pénitencier.

Frank Howard, pour avoir volé les ornements à l'église St. Michel, à 6 mois de pénitencier.

James Julius, pour avoir volé 25 livres de coton à bord d'un steamer, à 3 mois de prison.

Amélie Milton, pour avoir volé des robes à Loih Montes, alias Laura Johnson, à 3 mois de prison.

NOYÉ. — Un garçon de couleur, âgé de 14 ans, nommé Israel Franklin, s'est noyé jeudi dans l'après-midi, en se baignant dans le fleuve, près de la scierie du Croissant, Sixième District.

TENTATIVE D'INCENDIE. — Jeudi soir, entre 11 heures et minuit, tentative a été faite d'incendier les Abattoirs du Croissant. Une douzaine d'allumettes chimiques avaient été versée sur la bâtisse. On y avait déjà mis le feu, mais les gens de garde s'en sont aperçus presque aussitôt et l'incendie a été étouffé. Dégâts insignifiant.

NOYÉ. — Un jeune garçon inconnu est tombé du steamer Sarah dans le fleuve, près du chantier de Morgan, à Algier, jeudi soir, vers 7 heures et s'est noyé.

CRIME. — Cent-cinquante chiens ont été tués dans le Quatrième District depuis la mise à exécution de l'ordonnance sur les chiens, par les officiers de la police du dite section.

Deux cent soixante-quinze chiens ont été envoyés aux dépens du dite District par les officiers de police du dite precinct.

COUR DU RECORDER STAEB.—Mary Williams, accusée de larcin et de blessure, a été condamnée à 10 jours de prison.

Ellen Cunningham et Mary Sheppard accusées de rébellion et de voie de fait envers la paix, ont été condamnées à $7 d'amende ou à 5 jours de prison.

COUP DE SOLEIL.—Félix Julien, porteur de la Renaissance, a été frappé hier d'un coup de soleil, rue St-Louis, entre les rues Royale et Chartres. Transporté à la station de police du Dr. Avila qui a déclaré qu'il était hors de danger. Le capitaine Wm. McCabe l'a fait reconduire chez lui.

Fait.—Hier soir, vers 8 heures, le feu a pris dans une maison des Champs Elysées, sur les rues Clémentine et Morgan, et fut promptement éteint avec tout ce qu'il contenait. Cette maison appartenait à Mme Anderson et était assurée pour $900. Une assurance de $1,800 couvrait le contenu. Les propriétés qui servent ont aussi été détruites; Fabriques de clous à deux étages, pour le Kansas, sur les Champs Elysées, appartenant à M. Murphy et occupée par M. Ennis, entièrement assurée. Perte totale $80,000. La cause du feu est inconnue.

PAR LE TELEGRAPHE.

Dépêches transmises à l'Abeille.

Affaire de Vissembourg.

Très mince avantage des Prussiens.

Haute influence des mitrailleuses.

Vieilles armes de la cavalerie prussienne.

Prise d'un navire allemand amené à Brest.

Plusieurs engagements sur les frontières.

Forte position de McMahon.

Bruit d'un combat au confluent du Lauther et du Rhin.

Plan d'invasion des Prussiens.

Rome entièrement évacuée par les Français.

Négociations à Florence pour la neutralité Pu territoire pontifical.

Les Jésuites engagent le Pape à se rendre à Malte.

Victoire électorales des démocrates dans la Caroline du Nord.

Nouvelles Européennes.

Londres, 5 août.—Le *Times* dit que le plan du général de Moltke est changé et que la défensive il y passer à l'offensive.

Il y a menace d'une avance en France. Il est possible que le prince Frédéric-Charles pousse en avant et attaque Nancy.

Le combat à Sarrbrück samedi, a duré six heures, et il y eut des deux-côtés 800 hommes mis hors de combat.

A en juger par les rapports français la mitrailleuse a déjà décidé du sort de la guerre.

Le bruit qu'on a fait courir dernièrement en France au sujet d'un engagement naval à Cuxhaven, dans lequel un navire de guerre prussien aurait été coulé, est faux, il n'y a pas eu d'engagement sur mer jusqu'à présent.

Le *Times* prétend que le fusil à aiguille prenait tellement que les tireurs sont bientôt obligés de tirer de l'épaule.

Les Français disent aussi que la cavalerie prussienne est armée de vieux pistolets d'arçon, tandis que la cavalerie française est armée de carabines à longue portée et parfaitement de viser juste.

Le corps de Frossens est principalement composé de Polonais.

New York, 5.—La guerre des orangistes a été renvoyée à l'année prochaine.

Paris, 5 août.—A 1 heure hier, dans l'après-midi, trois régiments de la division de Donat et une brigade de cavalerie légère ont été attaqués à Vissembourg par une force considérable de Prussiens. Le combat a duré dans les bois les bords de la rivière Lauter. Nos troupes ont résisté pendant quatre heures, mais elles ont été forcées de se retirer ensuite sur la pisconnière, abandonnant qui défendue la ligne du chemin de fer de Bitche. Le général Donat a été tué. Une pièce d'artillerie dont les chevaux avaient été tués et l'affut rompu est tombée entre les mains des Prussiens.

Le maréchal Mac Mahon concentre sur ce point les forces qu'il a sous son commandement.

Frankfort, 5, midi—Un train qui vient d'arriver amène 300 prisonniers français de Vissembourg. Ils seront envoyés dans la Prusse du Nord. Le nombre total des prisonniers faits par les Prussiens dans le combat est de 600 y compris 18 officiers.

Londres, 5—La nouvelle de la prise de Sarrelouis par les Français, après un brillant combat, n'est pas confirmée. La nouvelle venait de Paris et est contredite par une dépêche plus récente qui porte qu'il n'y a pas encore eu de combat sur ce point.

Brest, 5—Le trois-mats goélette allemand du Nord, Laura, a été pris par un navire de guerre français et amené ici aujourd'hui.

Londres, 5.—On croit que l'Angleterre est déterminée à faire respecter la neutralité belge et un casus belli. Le roi des Belges appellera à son secours les puissances qui ont garanti la neutralité de la Belgique, et son territoire est, en vérité, et l'Angleterre répondra.

Tous les officiers faits par la cour de Rome engagent l'empereur Napoléon à agir contre le retrait des troupes françaises qui, écœuré, et aujourd'hui le dernier détachement a quitté Civita Vecchia.

Les négociations entamées à Florence, pour le maintien de la neutralité du territoire pontifical ont été couronnées de succès.

On rapporte que l'Angleterre envoya deux frégates sur le Tibre pour protéger le Pape.

Des avis de Rome disent que les Jésuites tachent de décider le Pape à aller s'établir à Malte.

Des collisions entre Allemands et Français, au service du Pape, arrivent fréquemment. On suit avec beaucoup d'anxiété les nouvelles de la frontière.

Paris, 5 au soir.—La *Liberté*, dans une édition extraordinaire, qui a paru ce soir, dit qu'elle a reçu la nouvelle que des engagements sérieux ont eu lieu